

Art. 3. Artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang wordt van kracht op 1 juni 2005.

Art. 4. Dit besluit wordt van kracht op 1 juni 2005.

Art. 5. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 26 mei 2005.

Door het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 1595

[C - 2005/31211]

26 MAI 2005. — Arrêté 2005/9 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 13 avril 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

Le Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale : le Membre du Collège de la Commission communautaire française ayant la Cohésion sociale dans ses attributions;

Les Services du Collège : l'administration de la Commission communautaire française;

Le décret : le décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale;

Le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, créé par le décret du 5 juin 1997;

Le Centre régional : le Centre régional d'appui tel que visé par l'article 15 du décret relatif à la cohésion sociale.

Art. 3. Le présent arrêté a pour objectif de fixer, en application de l'article 15 du décret, les conditions et procédures de désignation et de fin de mission du Centre régional d'appui.

CHAPITRE II. — Conditions d'éligibilité des candidatures

Art. 4. Le candidat doit être une association sans but lucratif belge reconnue ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes Ecoles, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. Le candidat doit justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la Cohésion sociale, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises.

Il doit être capable d'assurer seul la réalisation des missions du Centre régional prévues par le décret, et ne peut sous-traiter en tout ou partie ses activités, sauf autorisation expresse et préalable du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale.

CHAPITRE III. — Procédure de désignation du Centre régional d'appui

Art. 6. Un appel à candidatures, dont le modèle est établi en annexe I^{re} du présent arrêté, est lancé par publication au *Moniteur Belge*.

Les candidatures doivent être adressées par recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception au Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale, dans les trente jours ouvrables de la parution de l'appel aux candidatures au *Moniteur belge*.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de l'article 15, le Collège demande, préalablement à la désignation visée à l'article, un avis sur tous les candidats aux services du Collège, ainsi qu'à la section "cohésion sociale" du Conseil consultatif, conformément au modèle établi en annexe II du présent arrêté.

Art. 8. Le Collège désigne le Centre régional d'appui pour une période de cinq ans.

Lorsque le Collège souhaite mettre fin à la désignation du Centre régional d'appui, le Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale l'en avertit par lettre recommandée, au moins un an avant la fin de la période de désignation en cours. Dans ce cas, un nouvel appel à candidatures est lancé au moins six mois avant la fin de la période de désignation en cours.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque le Centre régional d'appui ne remplit pas les missions qui lui sont confiées ou les conditions liées à l'exercice de ces missions telles que prévues dans le présent arrêté, les services du Collège adressent au Centre régional un avertissement relatif à ces manquements.

§ 2. Un délai de trois mois est accordé au Centre régional pour y remédier. Si, à l'issue de ce délai, il n'a pas remédié de façon satisfaisante aux manquements constatés, les services du Collège proposent au Collège d'entamer une procédure visant à mettre fin à la désignation du Centre régional.

§ 3. Le Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale soumet à la section cohésion sociale du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé une proposition visant à mettre fin à la désignation du Centre régional.

Celui-ci peut se faire entendre, à sa demande, par la Section.

§ 4. Le Collège prend sa décision concernant la désignation du Centre régional. Si la décision vise à mettre fin à la désignation, cette fin intervient à la fin du troisième mois complet suivant la décision du Collège.

Art. 10. Lorsque le Centre régional d'appui souhaite mettre fin à sa désignation, il en avertit le Collège par lettre recommandée, au plus tard six mois avant la date à laquelle il souhaite mettre fin à cette désignation.

CHAPITRE IV. — *Conditions liées à l'exercice des missions*

Art. 11. Le Centre régional élabore un rapport annuel.

Ce rapport annuel doit être remis au Collège, chaque année, au plus tard pour le 30 avril de l'année suivant l'année traitée par le rapport.

Le rapport annuel du Centre régional est établi dans un souci permanent de transversalité et comprend au moins, en tenant compte de leurs aspects tant régionaux que locaux :

1° une description, une analyse, une catégorisation et une évaluation des divers projets soutenus dans le cadre du décret;

2° une évaluation de la concordance entre les projets, les priorités du Collège et les besoins constatés sur le terrain, ainsi que de leur évolution;

3° une évaluation de la cohérence entre la politique de cohésion sociale et les autres politiques sociales et de la ville au sens large, que ces compétences relèvent d'autres secteurs de la Commission communautaire française, de la Communauté française, du Fédéral, de la Région de Bruxelles-Capitale ou, enfin, de l'Union européenne.

4° éventuellement des propositions sur de nouvelles orientations à proposer au Collège.

Art. 12. Le Centre régional organise, au moins une fois par an, une rencontre de tous les acteurs de la cohésion sociale .

Il organise, d'initiative ou en fonction des besoins exprimés par les acteurs de la cohésion sociale, soit des groupes de travail thématiques ou transversaux, soit des rencontres ponctuelles entre les acteurs.

Il est chargé de faire circuler l'information, par les moyens les plus adaptés (feuillet d'information, voie informatique, etc), au sein du secteur de la cohésion sociale.

Art. 13. Le Centre régional établit, en concertation avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'analyse des problèmes et besoins sur le territoire d'une commune.

Il fournit aux coordinations locales, les outils nécessaires à l'élaboration du programme communal de cohésion sociale.

Le Centre régional élabore, en collaboration avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'évaluation commune des projets et programmes communaux.

Il établit au plus tard le 30 septembre, en concertation avec les coordinations locales et les services du Collège, un modèle de rapport annuel des coordinations locales.

Ces outils devront être dynamiques et pouvoir être adaptés et perfectionnés au fil du temps.

Le Centre régional organise régulièrement des rencontres de réflexion et d'information avec les coordinations locales.

Il participe, à titre d'observateur, aux concertations locales et, à titre consultatif, aux réunions de la section cohésion sociale du Conseil consultatif.

CHAPITRE V. — *Octroi de subventions*

Art. 14. Un montant forfaitaire annuel indexé de € 200.000 est alloué au Centre régional pour l'exercice de ses missions.

Ce montant sert à couvrir les frais de rémunérations des travailleurs affectés aux missions du Centre régional et les frais de fonctionnement.

Il est adapté annuellement à chaque 1^{er} janvier suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice santé du mois de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé du mois de décembre 2004}}$$

Un minimum de 60 % du montant doit être affecté à des frais de rémunérations, charges patronales comprises.

Au moins un des travailleurs du Centre régional doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

Art. 15. Par dérogation aux dispositions de l'article 7, les avis requis préalablement à la désignation du Centre régional seront, pour le premier quinquennat, délivrés par les Services du Collège et par les experts désignés en vertu de l'arrêté 2004/988 de la Commission communautaire française modifiant la décision du Collège de la Commission communautaire française du 26 novembre 1998 désignant des experts qui composeront le groupe chargé d'émettre un avis sur les projets d'actions d'insertion sociale introduits par les associations en vue de bénéficier du programme "Insertion sociale via les associations".

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 16. L'article 15 du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale entre en vigueur le 31 mai 2005.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 mai 2005.

Art. 18. Le Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 26 mai 2005.

Pour le Collège :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale

B. CEREXHE,

Président du Collège

Annexe I^e

CENTRE REGIONAL D'APPUI

Appel à candidatures

I. Base légale

Le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale (ci-après le décret) prévoit, en son article 15, que le Collège désigne pour cinq ans, et subventionne, un Centre régional d'appui (dénommé ci-après le Centre régional).

Les missions de ce Centre régional sont les suivantes :

1. Elaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région et proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique;
2. Organiser la rencontre des acteurs de la Cohésion sociale au niveau régional;
3. Organiser un accompagnement méthodologique des coordinations.

II. Conditions d'éligibilité des candidatures

1. Le candidat doit être une a.s.b.l. reconnue et/ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes écoles;

2. Le candidat doit justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la cohésion sociale, secteur qui englobe actuellement les programmes Insertion sociale, Cohabitation et Eté jeunes, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises;

3. Il doit être capable d'assurer seul la réalisation des missions du Centre régional prévues par le décret, et ne peut sous-traiter en tout ou partie ses activités, sauf autorisation expresse et préalable du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale.

III. Conditions liées à l'exercice des missions

A. Elaboration du rapport annuel et propositions d'orientations nouvelles

1. Le rapport annuel prévu à l'article 15 du décret doit être remis au Collège, chaque année, au plus tard pour le 30 avril de l'année suivant l'année traitée par le rapport.

2. Le rapport annuel du Centre régional sera établi dans un souci permanent de transversalité et comprendra au moins, en tenant compte de leurs aspects tant régionaux que locaux :

o description, une analyse, une catégorisation et une évaluation des divers projets soutenus dans le cadre du décret;

o évaluation de la concordance entre les projets, les priorités fixées par le Collège en application de l'article 4 du décret, et les besoins constatés sur le terrain, ainsi que de leur évolution;

o évaluation de la cohérence entre la politique de cohésion sociale et les autres politiques sociales et de la ville au sens large, que ces compétences relèvent d'autres secteurs de la Commission communautaire française (par exemple, le secteur de l'insertion socio-professionnelle, le secteur des centres d'action sociale ou la culture), de la Communauté française (par exemple le secteur des écoles de devoirs, le secteur de l'accueil extra-scolaire, le secteur de l'éducation permanente, le secteur de l'aide à la jeunesse au sens large), du Fédéral (par exemple, la politique des grandes villes ou les contrats de sécurité et de prévention), de la Région de Bruxelles-capitale (par exemple la politique de rénovation des quartiers, les politiques d'emploi,) ou, enfin, de l'Union européenne (par exemple des programmes tels que Objectif 2, Urban etc.). La liste ci-dessus n'est qu'exemplative et ne revêt dès lors aucun caractère exhaustif ou contraignant;

o éventuellement, des propositions sur de nouvelles orientations à proposer au Collège.

3. Rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional :

1. Le Centre régional organisera, au moins une fois par an, une rencontre de tous les acteurs de la cohésion sociale;

2. Le Centre régional organisera, d'initiative ou en fonction des besoins exprimés par les acteurs de la cohésion sociale, soit des groupes de travail thématiques ou transversaux, soit des rencontres ponctuelles entre les acteurs;

3. Le Centre régional est chargé de faire circuler l'information, par les moyens les plus adaptés (feuilleton d'information, voie informatique, etc), au sein du secteur de la cohésion sociale. Cette information peut concerner, par exemple, les événements festifs, colloques ou formations organisés pour et/ou par le secteur de la cohésion sociale ou par des secteurs proches.

4. Accompagnement méthodologique des coordinations :

1. Le Centre régional établira, en concertation avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'analyse des problèmes et besoins sur le territoire d'une commune. Il fournira aux coordinations locales, les outils nécessaires à l'élaboration du contrat communal de cohésion sociale;

2. Le Centre régional élaborera, en collaboration avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'évaluation commune des projets et programmes communaux;

3. Le Centre régional établira au plus tard le 30 septembre, en concertation avec les coordinations locales et les services du Collège, un modèle de rapport annuel des coordinations locales (cf article 7, alinéa 2, du décret);

4. Ces outils devront être dynamiques et pouvoir être adaptés et perfectionnés au fil du temps;

5. Le Centre régional organisera régulièrement des rencontres de réflexion et d'information avec les coordinations locales;

6. Le Centre régional participera, à titre d'observateur, aux concertations locales;

7. Il participera, à titre consultatif, aux réunions de la section cohésion sociale du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

IV. Moyens budgétaires alloués

Un montant forfaitaire annuel indexé de € 200.000 sera alloué au Centre régional pour l'exercice de ses missions.

Ce montant servira à couvrir les frais de rémunération des travailleurs affectés aux missions du Centre régional et les frais de fonctionnement.

Un minimum de 60 % du montant devra être affecté à des frais de rémunération (charges patronales comprises).

Au moins un des travailleurs du Centre régional devra être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long (universitaire).

V. Procédures relatives à la désignation en tant que Centre de référence

Les procédures relatives à la désignation, par le Collège, du Centre régional, ou la fin de la désignation, sont fixées par l'arrêté du Collège de la commission communautaire française du 26 mai 2005, relatif au Centre régional d'appui, annexé au présent appel à candidatures.

VI. Candidatures

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard le 30^e jour ouvrable suivant la publication de l'appel à candidatures au *Moniteur belge*, en double exemplaire et par envoi recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, au Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Cohésion sociale.

Les actes de candidatures comporteront au moins :

1. Les statuts de l'A.S.B.L.;

2. Un argumentaire prouvant que le candidat répond aux conditions d'éligibilité;

3. Une description de la manière selon laquelle le candidat se propose de remplir les missions qui lui seront confiées, ainsi que des ressources humaines (qualifications, expérience...) et des moyens matériels dont il dispose (locaux, matériel...) pour ce faire;

4. Un rapport d'activité de l'année précédant la candidature;

5. Les comptes de l'asbl ainsi qu'un budget prévisionnel relatif aux missions de Centre régional d'appui.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2005/9 du Collège de la Commission communautaire française du 26 mai 2005, portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale, et relatif au Centre régional d'appui.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 1595

[C - 2005/31211]

26 MEI 2005. — Besluit 2005/9 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 2005;

Gelet op de instemming van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 13 april 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State van 11 mei 2005 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat de Sociale Samenhang tot zijn bevoegdheden mag rekenen;

De Diensten van het College : het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie;

Het decreet : het decreet van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang;

De Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, opgericht bij decreet van 5 juni 1997;

Het Gewestelijk Centrum : het Gewestelijk Ondersteuningscentrum bedoeld in artikel 15 van het decreet met betrekking tot de sociale samenhang.

Art. 3. Dit besluit heeft als doel in toepassing van artikel 15 van het decreet de voorwaarden en procedures vast te stellen voor de aanstelling en de beëindiging van de opdracht van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden waaraan kandidaturen moeten voldoen om in aanmerking te komen

Art. 4. De kandidaat moet een erkende Belgische vereniging zonder winstoogmerk zijn of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitsluiting van Universiteiten en Hogescholen, en zijn activiteiten in hoofdzaak op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verrichten.

Art. 5. De kandidaat moet een grondige kennis van en ervaring met de sector van de sociale samenhang aantonen, alsook een goede kennis van de Brusselse associatieve non-profitsector en de Brusselse instellingen.

Hij moet in staat zijn de door het decreet bedoelde taken van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum alleen te vervullen en mag zijn activiteiten noch gedeeltelijk, noch volledig uitbesteden, behoudens uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang.

HOOFDSTUK III. — Aanstellingsprocedure voor het Gewestelijk Ondersteuningscentrum

Art. 6. Er wordt bij bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot kandidaturen uitgeschreven waarvan het model wordt vastgesteld in bijlage I van dit besluit.

De kandidaturen moeten bij ter post aangetekend schrijven toegestuurd worden aan of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang binnen dertig werkdagen na het verschijnen van de oproep tot kandidaturen in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onverminderd de bepalingen van artikel 15 vraagt het College voorafgaand aan de aanstelling bedoeld in artikel 3 een advies betreffende al de kandidaten aan de diensten van het College, alsook aan de afdeling « sociale Samenhang » van de Adviesraad aan de hand van het model dat is vastgesteld in bijlage II van dit besluit.

Art. 8. Het College stelt het Gewestelijk Ondersteuningscentrum aan voor een periode van vijf jaar.

Wanneer het College een einde wenst te stellen aan de aanstelling van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum, dan stelt het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang het hiervan ten minste één jaar vóór het einde van de lopende aanstellingsperiode bij ter post aangetekend schrijven op de hoogte. In dit geval wordt ten minste zes maanden vóór het einde van de lopende aanstellingsperiode een nieuwe oproep tot kandidaturen uitgeschreven.

Art. 9. § 1. Als het Gewestelijk Ondersteuningscentrum zijn opgelegde opdrachten of de voorwaarden verbonden aan de uitoefening van deze opdrachten niet vervult zoals bepaald in dit besluit, dan sturen de diensten van het College het Gewestelijk Ondersteuningscentrum met betrekking tot deze tekortkomingen een waarschuwing toe.

§ 2. Er wordt aan het Gewestelijk Ondersteuningscentrum een termijn toegestaan van drie maanden om hieraan te verhelpen. Als na het verstrijken van deze termijn niet op bevredigende wijze verholpen is aan de vastgestelde tekortkomingen, dan stellen de diensten van het College aan het College voor een procedure in te stellen tot beëindiging van de aanstelling van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum.

§ 3. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang legt aan de afdeling « sociale samenhang » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid een voorstel voor dat gericht is op het beëindigen van de aanstelling van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum.

Dit kan zich op eigen verzoek laten horen door de afdeling.

§ 4. Het College neemt zijn beslissing betreffende de aanstelling van het Gewestelijk Centrum. Als de beslissing de beëindiging van de aanstelling beoogt, dan valt deze op het einde van de derde volledige maand die volgt op de beslissing van het College.

Art. 10. Wanneer het Gewestelijk Ondersteuningscentrum een einde wenst te stellen aan zijn aanstelling, dan stelt dit het College hiervan op de hoogte ten minste zes maanden vóór de datum waarop het deze aanstelling wenst te beëindigen.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden verbonden aan de uitvoering van de opdrachten

Art. 11. Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum stelt een jaarverslag op.

Dit jaarverslag moet jaarlijks ten laatste op 30 april van het jaar dat volgt op het in het verslag behandelde jaar aan het College overhandigd worden.

Het jaarverslag van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum wordt opgesteld vanuit een transversaal oogpunt en omvat ten minste, rekening houdend met zowel de gewestelijke als de plaatselijke aspecten hiervan :

1° een omschrijving, een analyse, een klassering en een evaluatie van de diverse projecten die in het kader van het decreet worden ondersteund;

2° een evaluatie van de overeenstemming tussen de projecten, de prioriteiten van het College en de behoeften die worden vastgesteld op het terrein en hoe deze evolueren;

3° een evaluatie van de coherentie tussen het beleid voor sociale samenhang en het overige beleid inzake sociale aangelegenheden en de stad in de brede betekenis, ongeacht of deze bevoegdheden vallen onder andere sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie, van de Franse Gemeenschap, van het Federaal Niveau, van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of tenslotte ook de Europese Unie;

4° eventueel voorstellen voor nieuwe beleidslijnen die aan het College kunnen worden voorgelegd.

Art. 12. Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum organiseert minstens één keer per jaar een ontmoeting van de actieve krachten van de sociale samenhang.

Het organiseert op eigen initiatief of in functie van behoeften geformuleerd door de actieve krachten van de sociale samenhang hetzij themagerichte of multidisciplinaire werkgroepen, hetzij gerichte ontmoetingen tussen de actieve krachten.

Het wordt ermee belast de informatie te laten doorstromen aan de hand van de meest geschikte middelen (informatiefolder, via de computer, e.d.) binnen de sector van de sociale samenhang.

Art. 13. Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum stelt samen met de diensten van het College en de plaatselijke coördinaties een analysetabel op van de problemen en behoeften op het grondgebied van een gemeente.

Het verstrekt de plaatselijke coördinaties de noodzakelijke middelen om het gemeentelijk programma voor sociale samenhang uit te werken.

Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum stelt samen met de diensten van het College en de plaatselijke coördinaties een gemeenschappelijke evaluatietabel op van de gemeentelijke projecten en programma's.

Het stelt ten laatste op 30 september in overleg met de plaatselijke coördinaties en de diensten van het College een model van jaarverslag op voor de plaatselijke coördinaties.

Deze instrumenten moeten dynamisch zijn en mettertijd aangepast en geperfectioneerd worden.

Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum organiseert regelmatig reflectie- en informatiegesprekken met de plaatselijke coördinaties.

Het neemt als waarnemer aan het plaatselijk overleg en met raadgevende stem aan de vergaderingen van de afdeling sociale samenhang van de Adviesraad deel.

HOOFDSTUK V. — *Toekenning van subsidies*

Art. 14. Aan het Gewestelijk Ondersteuningscentrum wordt een geïndexeerd forfaitair jaarbedrag toegekend van € 200.000 voor het vervullen van zijn opdrachten.

Dit bedrag dient om de bezoldigingskosten van de werknemers die worden aangesteld om de opdrachten van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum te vervullen, alsook de werkingskosten te dekken.

Het wordt jaarlijks op 1 januari aangepast volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex voor de maand december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van de maand december 2004}}$$

Een minimum van 60 % van het bedrag moet besteed worden aan bezoldigingskosten, met inbegrip van de patronale lasten.

Minstens één van de werknemers van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum dient te beschikken over een diploma van het hoger onderwijs van het lange type.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 15. Bij afwijking van de bepalingen van artikel 7 worden de vereiste adviezen voorafgaand aan de aanstelling van het Gewestelijk Centrum voor de eerste vijfjarige periode afgegeven door de diensten van het College en door de deskundigen aangesteld krachtens het besluit 2004/988 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 26 november 1998 tot aanstelling van deskundigen waaruit de groep moet bestaan die ermee belast wordt een advies uit te brengen over projecten voor acties van sociale inschakeling die worden ingediend door verenigingen teneinde te genieten van het programma "Insertion sociale via les associations" (sociale inschakeling langs verenigingen).

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Artikel 15 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang treedt in werking op 31 mei 2005.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 31 mei 2005.

Art. 18. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 mei 2005.

Door het College :

Ch. PICQUE,
Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang
B. CEREXHE,
Voorzitter van het College

Bijlage I

GEWESTELIJK ONDERSTEUNINGSCENTRUM

Oproep tot kandidaturen

I. Wetsgrond

Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang (hierna het decreet) bepaalt in artikel 15 dat het college voor vijf jaar een Gewestelijk Ondersteuningscentrum (hierna het Gewestelijk Centrum) aanstelt dat het subsidieert.

De opdrachten van het Gewestelijk Centrum luiden als volgt :

1. In overleg met de plaatselijke coördinaties een jaarverslag opstellen over de toepassing van het decreet in het hele Gewest en voor dit beleid aan het College nieuwe beleidslijnen voorstellen;

2. De samenspraak van de actoren van de sociale samenhang op gewestelijk vlak organiseren;

3. Een methodologische begeleiding van de coördinaties organiseren.

II. Voorwaarden waaraan kandidaturen moeten voldoen om in aanmerking te komen

1. De kandidaat moet een erkende v.z.w. zijn en/of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn activiteiten in hoofdzaak op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verrichten, met uitsluiting van Universiteiten en Hogescholen;

2. De kandidaat moet een grondige kennis van en ervaring met de sector van de sociale samenhang aantonen, die vandaag de programma's « Insertion sociale », « Cohabitation » en « Été jeunes » omvat, alsook een goede kennis van de Brusselse associatieve non-profitsector en de Brusselse instellingen;

3. Hij moet in staat zijn de door het decreet bedoelde taken van het Gewestelijk Centrum alleen te vervullen en mag zijn activiteiten noch ten dele, noch volledig uitbesteden, behoudens uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang.

III. Voorwaarden verbonden aan de uitvoering van de opdrachten

A. Opstellen van het jaarverslag en voorstellen van nieuwe beleidslijnen

1. Het jaarverslag bedoeld in artikel 15 van het decreet moet jaarlijks ten laatste op 30 april van het jaar dat volgt op het in het verslag behandelde jaar overhandigd worden aan het College.

2. Het jaarverslag van het Gewestelijk Centrum wordt opgesteld vanuit een transversaal oogpunt en omvat ten minste, rekening houdend met zowel de gewestelijke als de plaatselijke aspecten hiervan :

o een omschrijving, een analyse, een klassering en een evaluatie van de diverse projecten die in het kader van het decreet worden ondersteund;

o een evaluatie van de overeenstemming tussen de projecten, de prioriteiten die door het College in toepassing van artikel 4 van het decreet worden bepaald en de behoeften die worden vastgesteld op het terrein en hoe deze evolueren;

o een evaluatie van de coherentie tussen het beleid voor sociale samenhang en het overige beleid inzake sociale aangelegenheden en de stad in de brede betekenis, ongeacht of deze bevoegdheden vallen onder andere sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie (zoals bijvoorbeeld socio-professionele inschakeling, welzijnscentra of cultuur), van de Franse Gemeenschap (bijvoorbeeld schoolhulp, buitenschoolse opvang, permanente vorming, jeugdbijstand in de brede zin), van het Federaal Niveau (bijvoorbeeld het grootstedenbeleid of de veiligheids- en preventiecontracten), van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (bijvoorbeeld het beleid inzake de renovatie van de wijken, het tewerkstellingsbeleid) of tenslotte ook de Europese Unie (bijvoorbeeld programma's zoals Doelstelling 2, Urban, e.d.). De bovenstaande lijst dient slechts tot voorbeeld en heeft derhalve geen exhaustief of beperkend karakter.

o eventueel voorstellen voor nieuwe beleidslijnen die aan het College kunnen worden voorgelegd.

3. Ontmoeting van de actieve krachten op gewestelijk niveau :

1. Het Gewestelijk Centrum organiseert minstens één keer per jaar een ontmoeting van de actieve krachten van de sociale samenhang;

2. Het Gewestelijk Centrum organiseert op eigen initiatief of in functie van behoeften geformuleerd door de actieve krachten van de sociale samenhang hetzij themagerichte of multidisciplinaire werkgroepen, hetzij gerichte ontmoetingen tussen de actieve krachten;

3. Het Gewestelijk Centrum wordt ermee belast de informatie te laten doorstromen aan de hand van de meest geschikte middelen (informatiefolder, via de computer e.d.) binnen de sector van de sociale samenhang. Deze informatie kan bij voorbeeld betrekking hebben op feestelijke evenementen, colloquia of vormingen georganiseerd voor en/of door de sector van de sociale samenhang of door aanverwante sectoren.

4. Methodologische begeleiding van de coördinaties :

1. Het Gewestelijk Centrum dient samen met de diensten van het College en de plaatselijke coördinaties een analysetabel op te stellen van de problemen en behoeften op het grondgebied van een gemeente. Het verstrekt de plaatselijke coördinaties de noodzakelijke middelen om het gemeentelijk programma voor sociale samenhang uit te werken;

2. Het Gewestelijk Centrum dient samen met de diensten van het College en de plaatselijke coördinaties een gemeenschappelijke evaluatietabel op te stellen van de gemeentelijke projecten en programma's;

3. Het Gewestelijk Centrum dient ten laatste op 30 september in overleg met de plaatselijke coördinaties en de diensten van het College een model van jaarverslag op te stellen voor de plaatselijke coördinaties (cfr. art. 7, tweede lid van het decreet);

4. Deze instrumenten moeten dynamisch zijn en mettertijd aangepast en geperfectioneerd worden;

5. Het Gewestelijk Centrum dient regelmatig reflectie- en informatiegesprekken met de plaatselijke coördinaties te organiseren;

6. Het Gewestelijk Centrum zal als waarnemer aan het plaatselijk overleg deelnemen;

7. Het Gewestelijk Centrum zal met raadgevende stem aan de vergaderingen van de afdeling Sociale Samenhang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid deelnemen.

IV. Toegekende begrotingsmiddelen

Aan het Gewestelijk Centrum wordt een geïndexeerd forfaitair jaarbedrag toegekend van € 200.000 voor het vervullen van zijn opdrachten.

Dit bedrag dient om de bezoldigingskosten van de werknemers die zijn aangesteld om de opdrachten van het Gewestelijk Centrum te vervullen, alsook de werkingskosten te dekken.

Een minimum van 60 % van het bedrag moet besteed worden aan bezoldigingskosten (met inbegrip van de patronale lasten).

Minstens één van de werknemers van het Gewestelijk Centrum dient te beschikken over een diploma van het hoger onderwijs van het lange type (universitair).

V. Procedures met betrekking tot de aanstelling als referentiecentrum

De procedures met betrekking tot de aanstelling van het Gewestelijk Centrum en de beëindiging van de aanstelling door het College worden vastgesteld bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 26 mei 2005 met betrekking tot het Gewestelijk Ondersteuningscentrum, dat aan deze oproep tot kandidaturen is aangehecht.

VI. Kandidaturen

De kandidaturen moeten in twee exemplaren bij ter post aangetekend schrijven worden toegestuurd aan of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Samenhang, binnen dertig werkdagen na het verschijnen van de oproep tot kandidaturen in het *Belgisch Staatsblad*.

De akten van de kandidaturen dienen minstens de volgende elementen te omvatten :

1. de statuten van de V.Z.W.;

2. een verantwoording die aantoont dat de kandidaat beantwoordt aan de gestelde voorwaarden om in aanmerking te komen;

3. een beschrijving van de wijze waarop de kandidaat zich voorneemt de taken te verrichten die hem worden toebedeeld, alsook de menselijke middelen (kwalificaties, ervaring...) en de middelen waarover hij hiertoe beschikt;

4. een activiteitenverslag van het jaar dat aan de kandidatuur voorafgaat;

5. de rekeningen van de V.Z.W. en een voorbegroting voor de taken van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum.

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 26 mei 2005, houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, en met betrekking tot het Gewestelijk Ondersteuningscentrum.